



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 31 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **TENNECO AUTOMOTIVE**

La Croix des Landes  
53940 Saint-Berthevin

**Référence :** 2025-124\_TENNECO AUTOMOTIVE - ST BERTHEVIN\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006303592

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement TENNECO AUTOMOTIVE implanté La Croix des Landes 53940 Saint-Berthevin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 11 mars 2025 vise à examiner la stratégie de défense extérieure contre l'incendie de la société TENNECO avec l'expertise du SDIS 53.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TENNECO AUTOMOTIVE
- La Croix des Landes 53940 Saint-Berthevin
- Code AIOT : 0006303592
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement TENNECO à Saint-Berthevin se compose d'un seul corps de bâtiment divisé en zones :

- zone de soudage,
- zone de l'atelier des presses mécaniques,
- zone de tubage,
- zone de travail des bobines (refendage, mise en longueur),
- zone de stockage de produits finis et de matériels de production.



Les produits (composants de silencieux/pot d'échappement) fabriqués sur site sont destinés aux marchés, du neuf et de l'occasion automobile.

Thèmes de l'inspection : Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Capacité des poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Accessibilité réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Signalisation des locaux à risque	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 24.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Comportement au feu et risque des locaux de charge batteries	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4 et 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Formation à la sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 24.5	Sans objet
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une étude des flux thermiques ainsi que des actions correctives sont demandées à l'exploitant afin de se conformer aux dispositions relatives à la défense extérieure contre l'incendie, à l'alerte incendie et aux dispositifs bâtementaires de défense passive contre l'incendie.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacité des poteaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisants et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours. Ces équipements sont, au minimum, constitués par : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• Cinq poteaux incendie privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque. Ces matériels doivent faire l'objet d'une réception technique par l'installateur ou tout organisme agréé, précisant notamment les mesures de débit et de pression. Elle sera complétée par une prise de débit en simultané de l'ensemble du dispositif.</li></ul> [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout lieu du site. [...] Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau seront munis de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation, notamment à proximité des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides inflammables, après avis du SDIS. Ces équipements doivent être accessibles en toute circonstance.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/12/2019, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre la liste des moyens de lutte contre l'incendie comprenant les poteaux incendie dans un rayon de 200 mètres, avec leur débit simultané. À l'issue de la visite d'inspection du 10/10/2024, cette demande a été renouvelée, car le contrôle de débit et pression de ces hydrants, avait été réalisé en unitaire et non en simultané. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification n°134689618-001-1, édité par l'APAVE le 06/02/2025. Ce rapport fait état des débits en simultané des cinq poteaux incendie privés présents sur le site de l'établissement TENNECO : <ol style="list-style-type: none"><li>1. poteau au niveau de la façade Sud-Est du bâtiment avec 25 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>2. poteau au niveau de la façade Sud du bâtiment avec 52 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>3. poteau au niveau de la façade Sud-Ouest du bâtiment avec 65 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>4. poteau au niveau de la façade Ouest du bâtiment avec 9 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>5. poteau au niveau de la façade Nord du bâtiment avec 45 m<sup>3</sup>/h.</li></ol> Le calcul D9 (calcul des besoins en eaux d'extinction) pour lequel la société TENNECO bénéficie d'une dérogation (donner acte du 20/05/2021) avec une prise en compte d'un volume de 15 m <sup>3</sup> /h par tranche de 500 m <sup>2</sup> , qui s'adapte aux risques inhérents aux activités du site, estime le volume d'eau nécessaire à 1 400 m <sup>3</sup> / 2 heures. 480 m <sup>3</sup> sont garantis par le bassin artificiel du site. D'après la valeur normative concernant les poteaux incendie de diamètre nominal 100 mm, seuls les hydrants



avec une capacité de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar sont pris directement en compte. Les poteaux avec un débit compris entre 30 m<sup>3</sup>/h et 60 m<sup>3</sup>/h sont retenus avec validation du SDIS. D'après ces éléments, un volume d'environ 700 m<sup>3</sup> est manquant dans le dispositif de défense extérieure contre l'incendie.

L'exploitant indique qu'il prendra en compte le besoin de création de points d'eau artificiels dans son plan d'aménagement du bassin de rétention des eaux d'extinction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection et au service départemental d'incendie et de secours, sous trois mois :

- une étude FLUMILOG de l'établissement en prenant en compte les zones identifiées à risque (locaux de charge batteries, zone de stockage de produits finis et de matériels hors encours (volume/quantité), locaux techniques). Cette étude reprenant les dispositions constructives bâtimentaires, doit être accompagnée des plans indiquant les zones couvertes par une détection automatique incendie ainsi que des consignes incendie et procédures internes en heures ouvrées et non ouvrées pour la gestion d'un incendie (alarme, alerte et équipes de premières intervention).

Cette étude doit permettre d'une part de valider le positionnement des points d'eau artificiels à ajouter, par rapport aux effets thermiques liés aux risques identifiés. Et d'autre part d'adapter le système de détection automatique incendie par rapport à ces risques.

- une note interne visant à informer l'encadrement sur l'usage limité à l'utilisation de deux poteaux incendie en simultané sur le site, en cas de sinistre. La procédure interne de gestion d'un incendie, en heures ouvrées et non ouvrées doit prendre en compte cette spécificité afin de garantir le cas échéant l'information des services d'incendie et de secours.
- une présentation éventuelle, des dispositifs extérieurs au site de l'établissement qui pourraient être intégrés à la défense extérieure contre l'incendie (points d'eau artificiels d'une entreprise ou d'un particulier) ou de la possibilité pour le gestionnaire du réseau d'adduction en eau potable de l'agglomération de renforcer ledit réseau sur le secteur de la zone industrielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Accessibilité réserve incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisants et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours.

Ces équipements sont, au minimum, constitués par :

[...]

- Une réserve d'eau de 480 m<sup>3</sup>, aménagée par la mise en place de 3 guichets répartis dans la clôture nord-est, et d'une aire d'aspiration reprenant les caractéristiques d'une voie engin, permettant l'approche des véhicules de lutte contre l'incendie à moins d'un mètre des guichets ;



[...]
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite terrain, l'inspection et le SDIS constatent la présence de trois guichets permettant l'engagement des tuyaux d'aspiration des engins incendie dans le bassin. Cependant l'accès a ces guichets est enherbé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit aménager, sous trois mois, un accès stabilisé (revêtement gravier /cailloux) adapté aux engins incendie jusqu'à moins d'1 mètre de chaque guichet. Un document photographique est à transmettre à l'inspection en vue de justifier la réalisation de l'aménagement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Système de détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisants et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours. Ces équipements sont, au minimum, constitués par : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme en télésurveillance</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Les installations techniques (compresseurs, transformateur, chaufferie, groupe d'eau glacée) sont localisées dans des locaux adjacents au bâtiment de production et accessibles uniquement par l'extérieur. Ils sont dotés d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme à l'encadrement. Le bâtiment de production n'est pas équipé d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme. Suite aux visites d'inspection des 05/03/2012 et 27/06/2018, l'inspection avait signifié à l'exploitant la nécessité d'adresser une demande de modification de la disposition de l'article 25.2 de l'arrêté du 10/05/2005 concernant le système de détection automatique incendie au vu des arguments alors présentés. Néanmoins, lors de la visite du 11/03/2025, l'inspection et le SDIS ont constaté la présence d'une zone de stockage avec un volume et une quantité de matières combustibles importantes. Ce stockage est composé de produits finis et de matériels hors en cours en carton sur palette de bois en rayonnage d'une hauteur supérieure à 6 mètres. Par ailleurs, les locaux de charge batterie ne sont pas séparés par des portes coupes-feu avec l'atelier de production. Enfin l'exploitant a confirmé l'absence d'activité et de surveillance du site le week-end et la possibilité de passer temporairement d'une organisation en équipes de 3x8 à 2x8.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre sous trois mois, à l'inspection des installations classées et au SDIS :

**Soit :**

1) Un dossier se basant sur l'étude flumilog demandée au point de contrôle n°1 justifiant de la non nécessité de l'installation d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme notamment dans les zones évoquées dans le présent constat. Ce dossier sera soumis à l'avis du SDIS. En cas d'avis favorable, un porter à connaissance incluant une demande de modification de la prescription dédiée à la détection incendie de l'article 25.2 de l'arrêté du 10/05/2005 sera à adresser à l'autorité administrative.

**Soit :**

2) Un devis signé pour l'étude de la mise en place d'une détection adaptée dans les zones identifiées à risque.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Formation à la sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 24.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de protection et d'intervention

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Cette formation doit notamment comporter :

Toutes les informations utiles sur les produits dangereux utilisés ;

Les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;

Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection et au SDIS l'organisation de ses formations à la sécurité :

- Formation des nouveaux arrivants avec fourniture du livret d'accueil comprenant les consignes générales et exercice d'évacuation au point de rassemblement ;
- Formation des équipiers de première intervention-EPI (10 par équipe) avec renouvellement de la formation à la manipulation des extincteurs tous les 5 ans ;
- Formation de personnel, hors EPI avec un rôle spécifique : guide/serre file, responsable de la coupure des énergies, de l'ouverture du portail principal. Ces personnels disposent d'un memento récapitulatif des actions à engager en cas d'alarme ;
- Formation des encadrants à la chaîne d'appel pour les astreintes (alarme incendie des locaux techniques).
- Exercice d'évacuation 2 à 3 fois par an, y compris de nuit.

Le SDIS a indiqué à l'exploitant la possibilité de solliciter les centres de secours du secteur afin d'organiser des exercices conjoints, en incendie et secours.



**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure d'alerte et d'arrêt d'urgence

**Prescription contrôlée :**

Des consignes indiquant la conduite à tenir en cas de travaux, d'accident ou d'incendie sont établies. Elles doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles indiquent notamment :

- L'obligation du permis de travail, dans les zones prévues à l'article 24.2 ;
- L'interdiction d'apporter du feu, sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 24.2 ;
- Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des sapeurs pompiers (18) et l'adresse du centre de secours de 1<sup>er</sup> appel ;
- Les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).

**Constats :**

Au cours de la visite de terrain, l'inspection et le SDIS ont pu constater l'affichage des consignes de sécurité dans l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Accessibilité au sein du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 25.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, l'intervention des services d'incendie et de secours

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage des sauveteurs équipés.

Une voie engin périphérique aux bâtiments et jusqu'à la voie publique doit permettre l'accès aux engins de secours et présenter les caractéristiques minimales suivantes :

Largeur	3 mètres
Hauteur disponible	3,5 mètres
Pente inférieure à	15 %
Rayon de braquage intérieur	11 mètres
Force portante calculée pour un véhicule de	13 tonnes



**Constats :**

Le site dispose d'une voie périphérique autour du bâtiment principal.

Au cours de la visite de terrain, l'inspection et le SDIS constatent qu'une partie de cette voie sur la façade Nord n'est pas accessible en permanence car verrouillée par des portails. L'exploitant indique que les équipes de nuit et les encadrants d'astreinte amenés à intervenir lors d'un sinistre en heures non ouvrées ne sont actuellement pas à même d'ouvrir ces portails.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une mise à jour de ses consignes d'exploitation et former ses équipes de nuit et personnels encadrants d'astreinte pour l'ouverture de ses portails.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 7 : Signalisation des locaux à risque**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 24.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant détermine pour chacun de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

**Constats :**

Les installations techniques (compresseurs, transformateur, chaufferie, groupe d'eau glacée) sont localisés dans des locaux adjacents au bâtiment de production et accessibles uniquement par l'extérieur.

Au cours de la visite l'inspection et le SDIS ont constaté l'absence ou la vétusté, des signalétiques de danger sur les portes d'accès à ces locaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un document photographique comprenant les portes d'accès de chaque local technique avec la signalétique réglementaire apposée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Comportement au feu et risque des locaux de charge batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4 et 4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, ATEX et prévision incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 2.4.1 :



Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

#### Article 4.3

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

#### Constats :

Au cours de la visite terrain, l'inspection et le SDIS constatent l'absence de portes coupes-feu entre les locaux de charge batterie et le reste de l'atelier.

Par ailleurs ces locaux (charge de batteries au plomb) ne sont pas équipés de détecteurs d'hydrogène.

Une porte coupe-feu séparative est présente entre les deux locaux, une autre porte coupe-feu présente à l'arrière d'un des locaux de charge, donne accès à un local de stockage. L'exploitant indique que ces portes restent ouvertes même en heures non ouvrées.

L'inspection et le SDIS rappellent que l'objectif des portes coupes-feu est d'éviter sur une période donnée, la circulation des fumées vectrices de propagation d'incendie. Elles doivent être maintenues fermées.

Comme indiqué sur le point de contrôle n°1 les locaux de charge batteries sont des zones à risques ATEX et incendie. Ils ne sont pas dotés de systèmes de détection de gaz ou d'incendie et leur volume communique directement avec l'atelier.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection :

1. sous quatre mois, un devis signé avec la date de travaux arrêtée pour la mise en place :
  - de détecteurs d'hydrogène ;
  - de portes coupes-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique entre les locaux de charge et l'atelier ;
  - d'un ferme-porte ou un dispositif assurant la fermeture automatique sur les portes coupes-feu déjà présentes (entre les deux locaux et entre le local de charge et le local de stockage).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois